21 juin 2019 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Transcription de la conférence de presse du Président de la République au Conseil européen

Bonjour Mesdames Messieurs.

Nous venons d'achever un Conseil européen et un sommet de la zone euro qui étaient importants pour les enjeux de fond d'abord qu'ils comportaient. Même si je sais que ce ne sont pas forcément les enjeux les plus commentés, je veux néanmoins ici les rappeler, en tout cas insister sur quelques points.

Hier nous avons adopté, moins d'un mois après les élections européennes, un agenda stratégique pour 5 ans, qui contient à mes yeux les lignes les plus structurantes. Les prochaines semaines, les prochains mois seront décisifs, et je continue pour ma part à penser qu'une fois la nouvelle équipe - si je puis dire d'Europe – nommée, il sera essentiel d'avoir autour de ce document une réflexion stratégique pour véritablement installer nos priorités des 5 années à venir.

Je pense évidemment à la priorité climatique qui a été réaffirmée dans ce document. Je vais y revenir aussi au regard de nos discussions d'hier et elle demeure extrêmement importante. Ensuite, sur la défense européenne, la protection des frontières, c'est-à-dire tout ce qui permet de protéger l'Europe, d'assurer sa souveraineté, les priorités ont été réaffirmées dans ce document stratégique pour les 5 années à venir parce que nous avons des décisions très structurantes à prendre. En matière de droits sociaux là aussi des avancées ont été faites et j'ai défendu l'idée que dans les 5 années à venir nous avons à bâtir un nouveau modèle économique et social pour notre Europe, qui passe par de la compétitivité, par de la capacité à investir sur nos priorités mais dans le même temps aussi à bâtir de la convergence sociale que nous avons pu parfois oublier. C'est pour ça que durant la campagne européenne nous avons défendu cette idée d'avoir des salaires minimums dans chaque pays. Nous avons un agenda social qui doit reprendre son importance, ce document le reconnaît. Et enfin la défense de l'Etat de droit, qui est évidemment un combat largement porté d'ailleurs dans la Commission actuelle mais sur lequel nous devons gagner en efficacité et sur lequel l'ambiguïté ne doit en aucun cas gagner les esprits ou les pratiques.

Ce document stratégique a fait l'objet, je dois le dire, d'un fort consensus. Maintenant ce sont les étapes à venir qui seront déterminantes et notre capacité à tirer 3-4 objectifs concrets clairs pour la Commission, le Conseil et le Parlement qui vont s'installer dans les mois prochains. Nous l'avons vu il y a 5 ans quand ses priorités sont définies, qu'on décide tout de suite, qu'on prend des décisions fortes on peut avoir des résultats très concrets : le plan d'investissements en est une bonne illustration, qui avait été lancé par le président JUNCKER dès ses premières semaines aux responsabilités.

Je le disais une priorité absolue de cette feuille de route doit être l'ambition climatique et c'est le message très concret que notre jeunesse depuis des mois porte partout en Europe. C'est le message aussi que nos concitoyens nous ont adressé lors de ces élections européennes. C'est le message que nos scientifiques du monde entier portent depuis plusieurs années. Et je considère que l'engagement que nous devons prendre et continuer de prendre et de mettre en œuvre est à cet égard structurant. La réunion d'hier a permis non pas d'obtenir l'unanimité mais une avancée structurante sur ce point. En effet, au mois de mars dernier, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et la France, nous étions donc 4, ont défendu la neutralité carbone en 2050, ce qui fait partie de l'agenda – je le rappelle – de l'accord de Paris et qui est ce vers quoi nous devons aller, ce que nous sommes engagés à faire. Nous étions 4. À Sibiu en mai dernier nous avons réussi à commencer à bâtir une coalition de 8 Etats membres et hier nous avons constaté que 24 Etats membres adhéraient à cet objectif de neutralité carbone en 2050. C'est ce que reflète le texte de nos conclusions. J'aurais préféré l'unanimité mais nous n'avons pas voulu sacrifier cette ambition pour 2050 en affaiblissant nos objectifs pour que tout le monde soit d'accord.

Je pense que ce combat nous devons le poursuivre, les derniers mois montrent qu'il y a eu une vraie avancée et une dynamique et nous le poursuivrons au niveau européen en parachevant ces travaux, en prenant aussi les décisions qu'il nous revient de prendre en matière de prix du CO2, de taxation aux frontières. Ça fera partie des débats des prochains mois. Mais c'est aussi le combat que nous mènerons au G20, où évidemment l'ambition climatique sera discutée, au G7 cet été, que préside la France à Biarritz où plusieurs initiatives seront prises et aux Nations Unies puisque le Secrétaire général des Nations Unies a fait du climat sa priorité et a organisé un

sommet pour le climat en septembre, où comme vous le savez la France a été chargée en particulier des sujets financiers avec la Jamaïque, mais où nous devons être fortement mobilisés. Et il est clair que l'Europe dans ce contexte-là ne peut pas donner le sentiment ni agir sans prendre en compte nos priorités, les évidences scientifiques et cet engagement international sur lequel nous devons être leader.

La discussion d'hier a permis également d'échanger sur les relations extérieures, je reviendrai sans doute sur plusieurs aspects dans les questions, mais je voulais ici également redire l'engagement réitéré par l'ensemble du Conseil en soutien et solidarité à Chypre suite aux incursions turques dans la zone économique exclusive et le fait que nous avons tenu un langage clair en la matière pour qu'aucune ambiguïté ne soit permise. Je veux ici redire à nos amis chypriotes en effet tout ce soutien.

Nous avons évoqué ce matin le renforcement de la zone euro en présence de Mario DRAGHI et Mario CENTENO, le président de l'Eurogroupe. Après l'accord franco-allemand de Meseberg, je vous le rappelle en juin 2018, nous avions scellé un accord à 27 en décembre 2018 pour renforcer nos mécanismes de sauvetage en cas de crise, créer un budget de la zone euro pour favoriser la convergence de nos économies. Et donc le sommet de ce matin faisait le bilan du travail de nos ministres des finances. Un accord d'ensemble pour mettre cela en œuvre a été trouvé la semaine dernière par nos ministres et nous l'avons soutenu ce matin. Mais je vais être ici très clair : c'est une bonne avancée, elle est en ligne avec nos demandes, c'est une avancée qui forme un tout à mes yeux. Il y a les avancées qui ont été faites sur le mécanisme européen de stabilité, avec en particulier la simplification de ces mécanismes en cas de crise, et il y a les avancées faites sur le budget de la zone euro avec cet objectif de convergence et de compétitivité. C'est un ensemble et l'un ne peut pas fonctionner sans l'autre.

Néanmoins l'accord de la semaine dernière va dans la bonne direction mais n'est pas suffisant. Il n'est pas suffisant parce qu'il n'a pas répondu à plusieurs sujets qui sont évidemment indispensables pour faire fonctionner un tel budget : la question de la gouvernance, la question du financement. Il est clair que nous devons pouvoir dans ce budget faire appel à des financements additionnels et il est clair que nous avons besoin d'une gouvernance à 19 si nous voulons que ce soit un budget de la zone euro et donc j'ai demandé et réaffirmé ce matin que le travail puisse se poursuivre pour que ces questions soient clarifiées. Il nous faut en effet un budget de taille suffisante, crédible, respectant ses ambitions et à la gouvernance propre pour ne pas être confondu avec une ligne budgétaire des 28. J'ai aussi rappelé qu'il n'y avait pas eu de consensus en décembre dernier pour assigner à ce budget un objectif de stabilisation, ce qui avait été acté en franco-allemand, parce que plusieurs de nos collègues n'étaient pas en accord avec cela. Je considère pour ma part qu'il ne faut pas perdre cet objectif de stabilité, de stabilisation. Pourquoi ? Parce que la convergence est une chose que nous avons réaffirmée, qui est un des objectifs de ce budget mais la stabilisation est indispensable : si nous voulons que la zone euro puisse dûment fonctionner, toutes les théories montrent que quand on partage la même monnaie on doit pouvoir avoir des instruments qui permettent de répondre aux chocs asymétriques et donc avoir un mécanisme de stabilisation. De fait aujourd'hui cette fonction d'un budget est remplie par le MES, le mécanisme européen de stabilité que je rappelais tout à l'heure et que nous avons modifié, mais ce dispositif on le voit n'est pas complet. Et donc il nous faudra aussi poursuivre cette fonction de stabilisation et c'est pourquoi le texte d'aujourd'hui a fait l'objet d'un consensus. Il va dans la bonne direction, il permet d'avancer en ligne avec nos conclusions de décembre mais il n'est pour moi qu'une étape et la nouvelle Commission comme les 5 années qui viennent doivent nous permettre de porter, d'aller beaucoup plus loin sur ces ambitions, d'aller au bout de la fonction de stabilisation, d'acter évidemment la réforme du mécanisme européen mais de bâtir un véritable budget avec gouvernance propre et financement suffisant.

Enfin nous avons bien évidemment évoqué durant le dîner d'hier et dans beaucoup de conversations séparées le sujet des nominations européennes et donc des femmes et des hommes qui devront porter ce projet avec les chefs d'Etat et de gouvernement durant les années qui viennent. Nous n'avons pas fini ce travail hier soir, vous le savez, mais nous avons progressé en clarifiant la situation et en nous donnant des règles. Qu'est-ce qui ressort des discussions d'hier soir ? Plutôt d'hier. D'abord il est apparu hier matin clairement qu'il n'y avait pas de majorité au Parlement européen pour le candidat du parti arrivé en tête. Ce sont des discussions rendues publiques par les chefs de groupes qui en ont fait état avant même le début de nos réunions.

Ensuite, le président TUSK a clairement établi en début de notre discussion qu'il n'y avait pas de majorité claire et donc qu'il y avait au moins des minorités de blocage, voire plus, contre l'ensemble des candidats qui sortaient du système des Spitzenkandidat. Ce qui veut dire que ce système n'a pas été retenu comme valide puisque, je le rappelle, et je l'ai constamment rappelé, pour pouvoir être président de la Commission il faut une double majorité : il faut une majorité au Conseil qui propose et il faut une majorité au Parlement qui accepte et aucun des trois candidats qui sortaient de cette procédure de fait née il y a 5 ans n'est apparu comme faisant l'objet d'un consensus. Fort de cela nous avons acté l'impossibilité que ces trois candidats puissent exercer en particulier la présidence de la Commission et nous avons décidé de relancer une procédure qui sera pilotée par Donald TUSK, qui consiste à ce que d'autres noms émergent et que des équilibres soient trouvés entre les chefs d'Etat et de gouvernement autour de la table pour que les sensibilités qui sortent de nos élections européennes puissent permettre de faire émerger en particulier les quatre noms principaux, je dirais plutôt les

trois qui sur lesquels le Conseil a un rôle tout particulier durant la semaine qui vient. Cette procédure qui va donc faire l'objet de consultations tout au long de la semaine par le président TUSK sera doublée de consultations des familles politiques au Parlement, conformément d'ailleurs à l'esprit et la lettre de nos traités, pour pouvoir aboutir à un résultat. Ce qui veut dire que nous sommes libérés de noms contraints, mais que ce choix se fera dans le cadre de cette concertation en reflétant les sensibilités politiques qui sortent des élections.

L'autre élément important qui ressort de notre discussion d'hier c'est l'engagement de tous les chefs d'Etat et de gouvernement pour que nous puissions achever ce travail le 30 juin. C'est un élément d'abord de crédibilité un mois après les élections européennes, c'est un élément de bon fonctionnement institutionnel puisque c'est prendre l'engagement de le faire avant la première session du Parlement européen et donc de pouvoir avoir un Parlement qui se réunit avec une pleine visibilité sur les choix faits par le Conseil pour ce qui dépend de lui.

Pour ma part je tiens à ce qu'on respecte dans ce processus plusieurs critères qui ont été rappelés et qui font l'objet d'ailleurs d'engagements communs. Le premier, je viens de le dire, c'est une décision rapide, qu'on tienne cet objectif du 30 juin, et je ne crois pas une seule seconde que procrastiner aidera à trouver une solution. Nous avons montré par le passé qu'à chaque fois qu'on essayait, cette méthode était peu productive. Le deuxième c'est que l'on aille vers un choix d'équilibre sur les quatre postes, d'équilibre d'une part entre femmes et hommes, pour ma part je ne soutiendrai pas une solution qui ne serait pas équilibrée sur ce sujet, et d'équilibre géographique aussi, nous devons respecter l'ensemble des composantes géographiques européennes et il est clair que, en particulier les Etats de l'est comme ceux du sud doivent avoir une représentation, en tout cas être reflétés dans cet équilibre d'ensemble. Et puis le troisième critère c'est une exigence de compétence au plus haut niveau, d'expérience pour porter ce projet en l'incarnant dans un monde où l'Europe doit faire entendre une voix forte.

Je l'ai dit à plusieurs reprises, moi je ne me bats pas pour une nationalité. On m'a plusieurs fois posé la question. On a toujours évidemment quand on est chef d'Etat ou de gouvernement, on veille à ce que des équilibres soient tenus et que l'on ne soit ni marginalisé ni que tel ou tel autre soit surreprésenté. Parce qu'à ce moment-là l'Europe avance mal, ce n'est pas une histoire d'hégémonie notre Union européenne, mais je pense que le critère que nous devons tous poursuivre ce sont les critères de compétence et de qualité. Parce que trop souvent par le passé nous avons trouvé des compromis vers des personnalités qui ne portaient peut-être pas avec le plus de force le projet et donc je suis pour qu'on puisse avoir les meilleurs autour de la table. Début juillet nous aurons cet agenda stratégique, une équipe d'Europe et nous pourrons ainsi mettre en œuvre une nouvelle étape du projet européen qui est absolument indispensable à mes yeux. Je vais maintenant répondre à toutes vos questions.